



HAL
open science

Evolution des Valeurs et Vote en France

Etienne Schweisguth

► **To cite this version:**

Etienne Schweisguth. Evolution des Valeurs et Vote en France. La Lettre de la Maison Française d'Oxford, 1997, 8, pp.79-98. hal-02558782

HAL Id: hal-02558782

<https://hal.science/hal-02558782v1>

Submitted on 29 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Evolution des Valeurs et Vote en France

Dans une étude récente¹ consacrée à l'évolution des systèmes de valeurs, nous avons distingué quatre grandes dimensions de valeurs, pertinentes pour rendre compte des orientations politiques des électeurs, respectivement : le libéralisme économique, la pratique religieuse, l'anti-universalisme et le libéralisme sexuel. L'analyse a montré que ces dimensions étaient relativement fortement corrélées avec l'autopositionnement individuel sur l'axe gauche-droite, et en même temps assez faiblement corrélées entre elles.

S'agissant du rapport de ces dimensions non plus avec la représentation simplifiée de l'espace politique que constitue une échelle gauche-droite en sept positions, mais avec le choix effectif pour un candidat réel dans le cadre d'une élection historiquement située, plusieurs questions peuvent être posées. Dans quelle mesure chacune de ces dimensions a-t-elle une influence autonome sur le comportement électoral, ou au contraire dans quelle mesure certaines dimensions se recouvrent-elles éventuellement ?

La représentation bipolaire de l'espace politique sous la forme d'un axe gauche-droite, qui permet de se donner une représentation simplifiée de l'acte électoral comme un choix binaire entre gauche et droite, rend-elle compte de manière satisfaisante des choix des électeurs aux élections présidentielles ou législatives, ou bien est-il nécessaire de se doter d'une représentation plus complexe de l'espace politique ? En particulier, l'extrême-droite est-elle simplement une droite plus à droite que la droite modérée, ou bien constitue-t-elle une famille politique spécifique nécessitant de concevoir l'espace politique non plus sous la forme d'une bipartition mais sous celle d'une tripartition ?

Quelle est l'importance respective de chacune des grandes dimensions de valeur, ainsi éventuellement que celle d'autres indicateurs de valeur, dans l'explication du comportement électoral ?

¹ Il s'agit d'un chapitre d'un ouvrage collectif : Grunberg Gérard et Schweisguth Etienne 'Les recompositions idéologiques', in Boy Daniel et Mayer Nonna, eds, *L'électeur à ses raisons*, à paraître aux Presses de Sciences Po en automne 1997. Le présent texte est pour une large part issu de ce chapitre et d'un autre, également réalisé en collaboration avec Gérard Grunberg, intitulé 'Vers une tripartition de l'espace politique français'.

Dans un premier temps nous analyserons plus particulièrement le paysage idéologique français tel qu'il se présentait à l'élection présidentielle de 1995 et nous examinerons si les dernières élections législatives françaises l'ont modifié. Ensuite, nous situant dans une perspective chronologique, nous essayerons d'analyser la spécificité de l'élection présidentielle de 1995 et des élections législatives de 1997 du point de vue des rapports entre les valeurs et le vote. Dans la mesure où nous disposerons des mêmes indicateurs pour l'élection présidentielle de 1988 nous étendrons également la comparaison à cette élection.

La tripartition de l'espace politique français en 1995

Les systèmes de valeurs des électors

Le premier tour de l'élection présidentielle française de 1995 a vu s'affronter huit candidats ayant obtenu suffisamment de voix pour que l'on puisse faire l'analyse des électors qui les ont choisis. Est-il possible d'ordonner ces huit candidats de la gauche à la droite en fonction des orientations de valeurs de leurs électeurs, ou à tout le moins de distinguer des groupes de candidats ordonnés de gauche à droite ? La question se pose pour la gauche. Les électors de Arlette Laguillier ou de Robert Hue doivent-ils, au vu de leurs systèmes de valeurs, être considérés comme des électors d'extrême-gauche et être radicalement distingués de l'électorat de Lionel Jospin ? L'électorat de Dominique Voynet constitue-t-il un électorat centriste, un électorat spécifiquement écologiste, ou bien peut-il être considéré comme un électorat de gauche ?

La question se pose à l'évidence aussi pour la droite. L'électorat de Jean-Marie Le Pen est-il assimilable aux électors des autres candidats de droite ou bien doit-il en être séparé ? Et si l'on admet que Jacques Chirac et Edouard Balladur représentent la droite modérée et Jean-Marie Le Pen l'extrême-droite, où situer Philippe de Villiers ?

Pour répondre à ces questions nous avons examiné les valeurs de chacun des huit électors en prenant en compte les quatre grandes dimensions déjà mentionnées, plus trois indicateurs isolés dont l'analyse a montré qu'ils étaient des prédictors importants des comportements électoraux à l'élection présidentielle de 1995 : l'attitude positive ou négative à l'égard de l'école privée, l'attitude positive ou négative à l'égard des syndicats et la réponse à la question demandant s'il convient d'accorder

la priorité à la compétitivité de l'économie française plutôt qu'à l'amélioration de la situation des salariés (tableaux 1 et 2).

Un premier examen de ces tableaux montre qu'il est difficile de vouloir ordonner rigoureusement l'ensemble des huit candidats de gauche à droite. A droite par exemple, l'électorat de Villiers est moins favorable au libéralisme sexuel que l'électorat Chirac, et en ce sens il est donc plus à droite, mais il est aussi moins favorable au libéralisme économique, et donc en ce sens moins à droite. L'électorat Balladur est plus à droite que l'électorat Chirac sur la question de la compétitivité mais moins à droite sur l'échelle de libéralisme économique. A gauche, l'électorat Laguillier est plus à gauche que l'électorat Voynet sur les dimensions de la pratique religieuse ou du libéralisme sexuel mais moins à gauche en ce qui concerne le libéralisme économique ou les syndicats.

En revanche, la conclusion qui ressort de cet examen est celle d'une tripartition de l'espace politique français en 1995. Il apparaît légitime de considérer qu'il existe, 1) un groupe de candidats de gauche comprenant Laguillier, Hue, Jospin et Voynet ; 2) un groupe de candidats de droite modérée composé de Chirac, Balladur et de Villiers ; 3) une extrême-droite qu'incarne Le Pen.

La frontière entre les candidats de gauche et les candidats de la droite modérée est absolue : sur aucune dimension un électorat de droite ne se retrouve plus à gauche qu'un électorat de gauche et vice-versa. On observe même souvent un fossé de vingt à trente à points entre l'électorat de gauche le plus à droite et l'électorat de droite le plus à gauche (vingt-trois points d'écart par exemple entre Jospin et de Villiers sur le libéralisme économique, ou trente-quatre points entre Voynet et Chirac sur l'école privée).

Le groupe des électorats de gauche et celui des électorats de droite font preuve d'une grande homogénéité interne. A la seule exception des positions sur l'échelle d'anti-universalisme, l'écart entre le candidat le plus haut sur une dimension et le candidat le plus bas ne dépasse pas dix-sept points à l'intérieur du groupe de gauche (seulement 7 % des électeurs de Hue privilégient la compétitivité de l'économie française contre 24 % de ceux de Voynet) et douze points à l'intérieur du groupe de droite (seulement 28 % des électeurs de Balladur ont un niveau élevé de libéralisme sexuel contre 40 % de ceux de Chirac).

Au sein de la droite modérée, l'examen des valeurs propres à chacun des trois électorats ne fait apparaître que quelques nuances dans un ensemble très homogène. Tout au plus peut-on remarquer que l'électorat Chirac est plus moderniste sur la question du libéralisme sexuel, que celui

de Balladur est le plus religieux et que l'électorat de de Villiers compte sensiblement moins d'adhérents aux valeurs universalistes. Dans l'ensemble il apparaît très difficile de déceler un ordre gauche-droite à l'intérieur de ce groupe. Tout juste peut-on dire que l'électorat Chirac est très légèrement moins à droite que les deux autres, à l'exception notable de sa position sur la dimension du libéralisme économique.

Au sein du groupe des électors de gauche, un certain ordre interne apparaît. L'électorat Hue est le plus à gauche, suivi à égalité des électors Jospin et Laguillier, puis de l'électorat Voynet. L'électorat Hue est plus à gauche que l'électorat socialiste sur six des sept variables considérées : moins religieux, plus hostile à la notion de compétitivité de l'économie française, ainsi qu'à l'école privée et au libéralisme économique, un peu plus favorable au libéralisme sexuel et aux syndicats. Les différences cependant ne sont pas d'une telle ampleur qu'elles nécessitent de distinguer l'électorat communiste des autres électors de gauche. Malgré l'image de sa candidate, l'électorat Laguillier n'apparaît en aucune manière comme un électorat d'extrême-gauche : du point de vue des valeurs l'électorat Laguillier est quasiment identique à celui de Jospin. Sur l'ensemble des variables présentées aux tableaux 1 et 2, les deux électors ne sont séparés que par quelques points, à la seule exception du niveau plus élevé de libéralisme sexuel et d'une attitude moins positive à l'égard des syndicats chez les électeurs de Laguillier. Quant à l'électorat Voynet il est beaucoup plus proche d'un électorat de gauche que d'un électorat centriste. Il n'est le plus à droite des électors de gauche que sur les trois dimensions de l'école privée, de la compétitivité et de la pratique religieuse, et encore se situe-t-il alors tout près des autres électors de gauche et très éloigné des électors de droite.

L'anti-universalisme constitue la dimension qui contribue le plus à brouiller le continuum gauche-droite. C'est sur cette dimension que l'on observe le plus grand rapprochement entre un électorat de gauche et un électorat de droite : l'électorat Hue compte 30 % d'anti-universalistes radicaux et l'électorat Chirac est tout proche avec 31 %. Il s'en fallait de peu que la frontière gauche-droite ne fût franchie. Cette dimension constitue fréquemment une exception importante dans l'ordonnement gauche-droite des candidats. Parmi les électors de gauche celui de Hue est le plus à gauche sur presque toutes les dimensions, mais il est nettement le plus à droite sur la dimension de l'anti-universalisme. L'électorat Voynet n'est jamais le plus à gauche des électors de gauche, sauf par son

pourcentage très élevé d'universalistes qui le distingue des autres². C'est par son faible pourcentage d'universalistes que l'électorat de Villiers se distingue spécifiquement des deux autres électorats de la droite modérée.

La dimension de l'anti-universalisme, enfin, est une des principales spécificités du vote Le Pen et constitue l'une des principales raisons de séparer l'extrême-droite de la droite modérée. Cette spécificité est particulièrement apparente lorsque l'on examine le pourcentage de personnes ayant obtenu la note 3, la plus haute, sur l'échelle d'anti-universalisme.

Les électorats des sept autres candidats forment un groupe dans lequel aucun électorat ne se différencie radicalement de l'ensemble des autres. Entre les 13 % de Voynet et les 39 % de Villiers, l'ensemble des sept candidats tient dans un écart de vingt-six points. En revanche, c'est un fossé de trente points qui existe entre les 39 % de l'électorat de Villiers et les 69 % de l'électorat Le Pen, lequel se différencie ici radicalement des autres. L'observation d'un tel écart sur une valeur ou enjeu politique entre un électorat et tous les autres est extrêmement rare : elle témoigne de la force avec laquelle le rejet des valeurs universalistes fonde l'identité politique de l'électorat de Jean-Marie Le Pen.

Une seconde raison nécessitant de distinguer l'extrême-droite de la droite modérée est son rapport à la religion. Le degré de pratique religieuse de l'électorat Le Pen n'a rien à voir avec celui d'un électorat de droite modérée : avec 22 % de pratiquants l'électorat Le Pen se situe pratiquement au même niveau que l'électorat Jospin (21 %). Contrairement à l'extrême-droite américaine, et malgré les options de certains dirigeants du Front National, l'électorat de l'extrême-droite française n'a nullement son ancrage idéologique dans un attachement aux valeurs religieuses traditionnelles.

Une dernière caractéristique de l'électorat Le Pen doit être notée. Il se situe moins à droite que les électorats de la droite modérée sur les problèmes économiques : 61 % des électeurs Le Pen ont un niveau élevé de libéralisme économique contre 75 % des électeurs Chirac, et 32 % des premiers privilégient la compétitivité de l'économie française contre 43 %

² Notons que ces différences ne sont pas le simple reflet des différences de niveau d'instruction entre électorats. Elles persistent à niveau d'éducation égal, montrant ainsi qu'elles ne traduisent pas seulement une différence de composition sociale des électorats mais aussi une différence purement idéologique.

des seconds³. Notons que ces particularités du système de valeurs des électeurs le Pen ne sont pas nouvelles. On les observait déjà lors de l'élection présidentielle de 1988 (Mayer, Perrineau 1990). Cela ne justifierait pas à soi seul de les distinguer de la droite modérée, mais cela souligne l'originalité de la configuration idéologique d'une famille politique, qui ne peut en aucun cas être décrite comme étant simplement une droite plus à droite que la droite modérée, une droite extrême, mais qui doit son qualificatif d'extrême-droite à son rejet extrême des valeurs universalistes.

Vérification de l'hypothèse de la tripartition de l'espace politique

L'analyse qui précède, fondée sur l'examen des systèmes de valeurs des électeurs, pourrait sans doute être considérée comme suffisante à fonder la conception d'une tripartition de l'espace politique entre la gauche, la droite modérée et l'extrême-droite. Il nous est cependant apparu utile de la compléter par une analyse de l'effet des différentes valeurs sur le vote, c'est-à-dire de procéder à l'analyse en considérant cette fois le vote comme la variable dépendante et les valeurs comme les variables indépendantes. Nous avons utilisé pour cela la méthode de la régression logistique qui présente deux avantages : elle permet de savoir si les différentes dimensions de valeurs ont un effet sur le vote qui leur est propre, ou bien si elles se recouvrent totalement ou partiellement ; elle permet de mesurer le degré de significativité statistique de l'effet d'une valeur sur un vote. Dans la mesure où nous sommes en présence d'une variable dépendante trichotomisée, nous avons donc procédé en fait à trois régressions logistiques, comparant successivement le vote de gauche au vote de droite modérée, le vote Le Pen au vote de gauche et le vote Le Pen au vote de droite modérée (tableau 3). Cette analyse permet de tirer plusieurs conclusions :

1) Tout d'abord, une remarque mineure : une dimension apparaît comme n'ayant pas d'effet propre sur le comportement électoral. Il s'agit du libéralisme sexuel dont les effets se révèlent n'être statistiquement significatifs dans aucun des trois cas considérés. Une analyse plus détaillée (résultats non présentés ici) montre que, pour l'essentiel, l'influence apparente du libéralisme sexuel sur le vote ne fait que traduire l'effet de

³ Ici encore, ces différences ne traduisent pas le simple fait que l'électorat le Pen est plus populaire dans sa composition que l'électorat Chirac. Elles persistent à niveau social égal et tendent même à s'accroître dans les catégories populaires.

l'anti-universalisme⁴ et de la pratique religieuse et que l'effet du libéralisme sexuel disparaît donc presque totalement dès que ces deux variables sont introduites dans l'analyse. Cela ne signifie pas que les enjeux sociaux (homosexualité et avortement) auxquels se réfère l'indice de libéralisme sexuel sont sans effet sur le vote, mais que leur effet tient essentiellement au fait qu'ils sont le lieu de deux conflits de valeurs qui les dépassent : le conflit entre valeurs universalistes et anti-universalistes, d'une part, le conflit entre valeurs séculières et valeurs religieuses traditionnelles, d'autre part.

2) Plus fondamentalement, les résultats confirment le bien fondé de la représentation tripartite de l'espace politique.

La gauche s'oppose significativement à la droite modérée sur les dimensions traditionnelles du clivage gauche-droite : le libéralisme économique, la compétitivité de l'économie plutôt que l'augmentation des salaires, l'attitude à l'égard des syndicats, de l'école privée et de la religion. Elle s'oppose également à l'extrême-droite sur l'ensemble de ces dimensions, mais avec l'exception lourde de l'attitude à l'égard des valeurs religieuses. Le fait que le coefficient ne soit pas statistiquement significatif indique que le fait d'être pratiquant ou non n'exerce aucune influence sur le choix entre le vote de gauche et le vote Le Pen.

En revanche l'analyse confirme que le degré de pratique religieuse exerce une forte influence sur le choix entre le vote Le Pen et le vote de droite modérée. Ainsi donc, et ceci reste vrai une fois contrôlé par l'effet des autres dimensions de valeurs, la pratique religieuse entraîne un vote pour la droite modérée, alors que le fait d'être non pratiquant ou sans religion conduit indifféremment au vote de gauche ou au vote d'extrême-droite.

Une fois contrôlé par l'effet de toutes les autres dimensions de valeurs, il se confirme également que l'anti-universalisme joue un rôle majeur pour différencier l'extrême-droite à la fois de la gauche et de la droite modérée. Si l'anti-universalisme est un facteur significatif du choix entre la gauche et la droite modérée, le coefficient de $-0,35$ est relativement modeste comparé aux coefficients de $1,54$ et $1,12$ qui indiquent la force du pouvoir explicatif de l'anti-universalisme pour rendre compte du choix

⁴ On peut supposer qu'il existe un certain lien d'implication entre les valeurs universalistes et le libéralisme sexuel. Si le libéralisme sexuel n'entraîne pas nécessairement l'universalisme, en revanche l'adhésion aux valeurs universalistes implique un certain sens du droit à la liberté individuelle, alors que l'adhésion aux valeurs anti-universalistes est souvent associée à un certain refus de l'anormalité.

respectivement entre l'extrême-droite et la gauche et entre l'extrême-droite et la droite modérée.

Enfin l'analyse confirme que la différence entre l'extrême-droite et la droite modérée sur les problèmes économiques est statistiquement significative. Le fait d'être favorable au libéralisme économique ou au principe de la compétitivité de l'économie incite significativement moins à voter pour Le Pen que pour les candidats de la droite modérée. Sur les problèmes économiques, l'électorat Le Pen apparaît ainsi plus à droite que l'électorat de gauche, ce en quoi il est un électorat de droite, mais aussi plus à gauche que l'électorat de droite modérée.

Pour résumer, c'est essentiellement la dissociation entre l'anti-universalisme et les valeurs religieuses traditionnelles qui constitue la spécificité de l'extrême-droite et nécessite de la distinguer de la droite modérée. Jusque dans les années soixante-dix, l'idéologie des grands partis de droite consistait en une synthèse de certaines valeurs anti-universalistes et de valeurs traditionnelles. L'accent mis sur l'identité nationale ou le refus de l'avortement pouvaient apparaître comme deux expressions d'un même système de valeurs traditionalistes.

L'irruption du Front National sur la scène politique a brisé cette synthèse : en première analyse on peut dire que l'extrême-droite s'est emparée des valeurs anti-universalistes, laissant les valeurs traditionnelles en apanage à la droite modérée ⁵.

La tripartition de l'espace politique en 1997

Les résultats de l'enquête effectuée par le Cevipof sur les élections législatives de 1997 confirment la tripartition électorale du paysage politique français. Dans la mesure où toutes les questions ayant servi à la construction des échelles d'attitude de l'enquête de 1995 ne sont pas présentes dans l'enquête de 1997, nous effectuerons l'analyse en retenant l'indicateur central ⁶ de chaque échelle, la question sur la privatisation pour l'échelle de libéralisme économique et la question sur l'immigration pour l'échelle d'anti-universalisme. Compte tenu des analyses réalisées à partir de l'enquête de 1995, faisant apparaître que le libéralisme sexuel n'avait

⁵ En revanche, il est vrai que certains dirigeants ou militants du Front National appartiennent à la mouvance de l'intégrisme catholique.

⁶ C'est-à-dire l'indicateur qui entretient les plus fortes corrélations avec les autres indicateurs de l'échelle et qui est le plus prédictif des comportements électoraux.

pas d'effet autonome sur le comportement politique, une fois contrôlé par les autres variables idéologiques, et dans la mesure où le questionnaire de l'enquête de 1997 devait comporter moins de questions, nous en avons éliminé les questions de libéralisme sexuel.

La structure du tableau 4 concernant l'opinion à l'égard de la phrase 'il y a trop d'immigrés en France' en 1997 est remarquablement semblable à celle du tableau 1 portant sur la distribution des attitudes anti-universalistes en 1995. A cette dernière date, les électeurs de gauche sont les plus universalistes, les électeurs de la droite modérée sont ceux où l'on trouve le plus d'anti-universalistes modérés, et les électeurs de Jean-Marie Le Pen se différencient de tous les autres par un taux très élevé d'anti-universalistes radicaux.

En 1997 on observe la même répartition selon l'opinion à l'égard de l'immigration. Les électeurs communistes, socialistes et écologistes⁷ sont 'tout à fait ou plutôt en désaccord' avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés dans des proportions très voisines, de 51 % pour les communistes à 63 % pour les écologistes. Les électeurs UDF, RPR⁸ ou villiéristes sont les plus nombreux à être 'plutôt d'accord', et les électeurs du Front National sont 70 % à être 'tout à fait d'accord'.

Sur les autres indicateurs utilisés, privatisation, pratique religieuse, école privée, compétitivité de l'économie et attitude à l'égard des syndicats (tableau 5), la droite modérée est très homogène. A quelques nuances, l'électorat de Villiers reste très proche de l'électorat UDF-RPR. Si les écologistes tendent à s'éloigner quelque peu des communistes⁹, l'écart demeure considérable entre les électors de gauche et ceux de droite.

Enfin, l'électorat du Front National confirme et même parfois amplifie sa spécificité. S'agissant de son degré de pratique religieuse, il continue de se situer exactement au même niveau que l'électorat socialiste. Sur les problèmes économiques, tels que l'attitude à l'égard des privatisations ou le choix de privilégier la compétitivité de l'économie française plutôt que l'amélioration de la situation des salariés, les électeurs lepénistes apparaissent encore plus nettement distincts de la droite modérée

⁷ Trop peu nombreux, les électeurs d'extrême gauche ont été exclus de l'analyse.

⁸ Dans la mesure où l'UDF et le RPR ont pratiqué le plus souvent le principe de la candidature unique, il n'y a pas lieu de distinguer entre les candidats de ces deux formations pour cette élection.

⁹ le plus grand écart entre communistes et écologistes en 1997 tient en partie au fait que, en 1997, la catégorie écologistes recouvre l'ensemble des candidats arborant ce label, alors qu'en 1995 les écologistes étaient représentés à l'élection présidentielle par la seule Dominique Voynet, officiellement alliée au Parti Socialiste.

qu'en 1995. Ils se situent presque exactement à mi-distance entre les électeurs de la droite modérée et ceux de la mouvance socialiste.

Ils ne sont donc ni des doctrinaires du libéralisme économique ni des citoyens prêts à sacrifier leurs intérêts au nom des contraintes économiques. En ce sens ils se rapprochent des électeurs de gauche. En revanche, s'agissant de leur attitude à l'égard des syndicats, ils continuent de faire preuve de la même réticence à l'égard de l'action collective, augmentée du fait que les orientations des grandes centrales syndicales ne correspondent pas à leurs attentes, et de la même attitude qu'on serait tenté de désigner sous le terme de 'rigorisme méritocratique' qui les amène à être les moins nombreux à réagir positivement au mot solidarité et à être les plus nombreux à se déclarer partisans d'une école donnant le 'sens de l'effort et de la discipline'.

Evolutions idéologiques et changements électoraux

A la suite de l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981, de l'abandon de leur programme de rupture radicale avec le capitalisme et de leur reconnaissance de l'économie de marché, le clivage idéologique entre la droite modérée et la gauche a perdu de sa clarté et de sa force. Dans la foulée du reaganisme et du thatcherisme, la fin des années quatre-vingt a été marquée par l'émergence en France d'un discours politique prônant ouvertement le libéralisme économique. Dans le même temps, divers éléments, tels que l'irruption du Front national sur la scène politique, les actions spectaculaires menées par certains militants de la mouvance catholique traditionaliste ou l'apparition du discours politique de Philippe de Villiers mettant l'accent sur la défense des valeurs morales traditionnelles, ont pu donner à penser qu'une tendance au néoconservatisme se développait en France, tant dans le domaine socioéconomique que dans celui des problèmes de société. L'hypothèse pouvait être avancée qu'un tel courant socioculturel était responsable de la montée du vote Le Pen et des victoires de la droite aux élections législatives de 1993 et à l'élection présidentielle de 1995.

L'examen de l'évolution des valeurs des Français de 1988 à 1997 ne confirme en aucune manière une telle hypothèse (tableau 6).

Le libéralisme économique n'apparaît pas en progrès. L'opinion positive à l'égard des privatisations reste stable à un niveau de 55 %. L'opinion favorable aux nationalisations a, quant à elle, augmenté de 1988 à 1995 (il s'avère en fait qu'elle a largement perdu de sa signification, faute

d'avoir été activée dans le débat politique)¹⁰. L'approbation du principe du profit a plutôt diminué. Rien, dans tout cela, ne va à l'appui d'un grand vent d'individualisme libéral qui soufflerait sur la société française.

Dans le domaine des questions de société, rien ne montre non plus un retour aux valeurs traditionnelles ou autoritaires. La pratique religieuse, l'attachement au principe d'effort et de discipline' à l'école, ainsi que le souhait de rétablir la peine de mort sont en déclin. Les analyses par cohortes¹¹ montrent même que l'on assiste dans ce domaine à un progrès lent mais constant des valeurs universalistes et antiautoritaires, sur la base du mécanisme de changement des valeurs par renouvellement des générations. En ce qui concerne enfin les attitudes xénophobes, après avoir connu un net progrès de 1988 à 1995, elles marquent un recul très sensible en 1997.

Ce n'est donc pas du côté des *trends* socioculturels qu'il faut chercher l'explication des résultats électoraux récents, mais plutôt du côté du contexte politique propre à chacune de ces élections.

Pour essayer d'appréhender le rôle des différentes valeurs dans l'explication des résultats des élections, nous avons utilisé la méthode de la régression logistique et nous avons procédé à plusieurs comparaisons. Pour comparer entre elles les élections de 1995 et de 1997, nous avons pu utiliser six indicateurs : privatisation, immigrés, pratique religieuse, école privée, syndicat et compétitivité / salaires (tableau 7). Pour introduire l'élection de 1988 dans la comparaison (tableau 8), nous avons dû nous contenter des trois premiers de ces indicateurs, les autres n'étant pas disponibles dans l'enquête de 1988. Compte tenu de la tripartition de l'espace politique français, il ne pouvait être question de limiter l'analyse à la seule dichotomie gauche-droite. Nous avons donc fait porter l'analyse dans chacun des deux tableaux sur trois dichotomies différentes : le vote de gauche au premier tour opposé au seul vote de droite modérée ; le vote de gauche au premier tour opposé au total droite modérée plus extrême-droite ; enfin, le vote de gauche au premier tour opposé au vote de droite, dans les circonscriptions où le second tour se limite à un affrontement entre ces deux forces politiques.

On observera tout d'abord une constante, dans l'ensemble de ces comparaisons, qui confirme la tripartition de l'espace politique. A

¹⁰ C'est chez les électeurs de droite que la réaction positive au mot nationalisation a augmenté, un certain nombre d'entre eux ayant essentiellement retenu le début de mot, à savoir 'national'.

¹¹ Cf le chapitre déjà cité sur les recompositions idéologiques.

l'exception du coefficient concernant l'indicateur immigrés, le coefficient B est toujours le plus faible lorsque l'on oppose la gauche au premier tour à l'ensemble droite modérée plus extrême-droite. Les électeurs lepénistes, étant moins à droite sur ces critères que les électeurs de droite modérée, font mécaniquement baisser le coefficient. En revanche, en raison de leur présence, c'est dans ce cas que l'indicateur immigrés est le plus explicatif du vote. Une seule exception peut être observée à cette règle : en 1988, le coefficient concernant le vote de gauche au second tour est plus élevé que le coefficient gauche/droite modérée+FN au premier tour. Sans doute trouve-t-on ici la trace de l'effet anti Le Pen qui avait contribué à assurer la réélection de François Mitterrand.

L'analyse de l'évolution dans le temps de l'influence des différentes dimensions de valeurs examinées ici montre des mouvements contrastés et soulève plusieurs questions pour lesquels nous ne disposons pas de réponses définitives.

On peut remarquer en premier lieu la grande stabilité dans le temps de l'influence de la pratique religieuse et de l'attitude à l'égard de l'école privée sur le vote, comme si ces deux facteurs plus culturels que directement idéologiques étaient davantage à l'abri des variations conjoncturelles.

La comparaison 1995-1997 fait par ailleurs apparaître une baisse d'influence de l'indicateur privatisation, ce qui peut paraître étrange puisque l'élection de 1997 a été perçue comme un affrontement gauche-droite typique, alors que l'élection de Jacques Chirac en 1995 était réputée avoir brouillé le clivage gauche-droite. On remarquera que, en revanche, l'effet des indicateurs syndicat et compétitivité/salaires augmentent. A titre d'hypothèse on peut supposer que si l'indicateur privatisation reste l'indicateur essentiel de l'attachement au libéralisme économique et demeure l'indicateur le plus prédictif du choix entre gauche et droite, son influence sur les comportements politiques connaîtrait néanmoins un certain déclin alors que des indicateurs comme syndicat et compétitivité/salaires, davantage liés à des enjeux concrets, gagneraient du terrain. On serait alors dans une situation où, tout en restant dominante, l'influence de l'attitude à l'égard d'une idéologie très globale telle que le libéralisme économique serait en baisse relative, alors que la référence à des enjeux plus concrets et moins idéologisés serait en progrès.

La comparaison entre 1995 et 1997 fait apparaître un autre phénomène net : la baisse de l'influence du problème de l'immigration en 1997, s'agissant du choix entre gauche et droite. En regagnant une part des électeurs de milieu populaire perdus en 1995, la gauche a vu ainsi revenir à

elle un certain nombre d'électeurs adhérant à des valeurs xénophobes, qui ont voté à gauche sur la base d'un sentiment de malaise social et malgré leur hostilité aux valeurs universalistes.

L'hypothèse selon laquelle la baisse d'influence de l'attitude à l'égard du libéralisme économique et de l'immigration traduirait la montée de l'influence du mécontentement social a le mérite d'être cohérente avec une loi relativement simple, vraie pour la France depuis 1981 : tant que le chômage augmente et que les Français ont le sentiment de vivre dans une situation de crise économique, une fraction décisive de l'électorat vote pour l'opposition et le camp du premier ministre sortant perd les élections nationales.

L'introduction de l'élection présidentielle de 1988 dans la comparaison vient cependant compliquer le raisonnement. En effet, aussi bien l'effet de l'attitude à l'égard des privatisations que de celle à l'égard des immigrés augmente de 1988 à 1995 pour décliner de 1995 à 1997. Faut-il en conclure que les facteurs purement idéologiques jouent davantage lorsque c'est la droite qui gagne les élections, et que la gauche pour gagner doit, plus que la droite, mordre sur une fraction importante d'un électorat idéologiquement de droite ? En tout état de cause cela montre que l'observation de trois élections constitue un cas de figure trop limité pour pouvoir en tirer des observations générales sur l'évolution dans le temps de l'influence des grandes dimensions de valeurs sur le vote.

Etienne Schweisguth *

Annexe : la construction des échelles d'attitude

Echelle de libéralisme économique

Coefficient alpha de Cronbach= .56

Cette échelle est composée à partir des réactions à une série de mots. L'intitulé général de la série est le suivant : Pouvez-vous me dire pour chacun de ces mots s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, d'assez positif, d'assez négatif ou de très négatif ?

* Directeur de Recherche au CEVIPOF, Paris.

- Profit

- 0. Non réponse (5 %)
- 1. Très positif (12 %)
- 2. Assez positif (37 %)
- 3. Assez négatif (33 %)
- 4. Très négatif (14 %)

- Compétition

- 0. Non réponse (5 %)
- 1. Très positif (22 %)
- 2. Assez positif (49 %)
- 3. Assez négatif (20 %)
- 4. Très négatif (4 %)

- Etats-Unis

- 0. Non réponse (11 %)
- 1. Très positif (7 %)
- 2. Assez positif (43 %)
- 3. Assez négatif (30 %)
- 4. Très négatif (9 %)

- Privatisation

- 0. Non réponse (10 %)
- 1. Très positif (9 %)
- 2. Assez positif (40 %)
- 3. Assez négatif (30 %)
- 4. Très négatif (11 %)

La construction de l'échelle a été faite en trois temps

Premier temps. La sélection des questions entrant dans l'échelle a été faite à partir du coefficient de reliability, qui repose sur le calcul des corrélations entre les questions de l'échelle. A cette fin, pour chaque question, au lieu de donner la note zéro à la non réponse, il lui a été affectée la note moyenne des personnes ayant répondu à la question.

Second temps. La note d'échelle de chaque individu est calculée par addition de ses scores sur chaque question.

Troisième temps. Pour faciliter l'exploitation et la présentation des données, les notes d'échelles sont regroupées en trois catégories.

Répartition de la population selon les notes d'échelles regroupées :

Libéralisme économique élevé	35 %
Libéralisme économique moyen	21 %
Libéralisme économique faible	44 %

Echelle d'anti-universalisme

Coefficient alpha de Cronbach= .72

Les questions composant l'échelle :

- Vous personnellement vous sentez-vous...

0. Non réponse
1. Seulement Français (29 %)
2. Plus Français qu'Européen (29 %)
3. Autant Français qu'Européen (36 %)
4. Plus Européen que Français (2 %)
5. Seulement Européen (1 %)
6. Ni Français ni Européen (2 %)

- Il y a trop d'immigrés en France

0. Non réponse (2 %)
1. Tout à fait d'accord (41 %)
2. Plutôt d'accord (32 %)
3. Plutôt pas d'accord (14 %)
4. Pas du tout d'accord (11 %)

- Maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant

0. Non réponse (2 %)
1. Tout à fait d'accord (33 %)
2. Plutôt d'accord (23 %)
3. Plutôt pas d'accord (22 %)
4. Pas du tout d'accord (20 %)

- Il faudrait rétablir la peine de mort

0. Non réponse (2 %)
1. Tout à fait d'accord (31 %)
2. Plutôt d'accord (24 %)
3. Plutôt pas d'accord (13 %)
4. Pas du tout d'accord (30 %)

- Egalité

0. Non réponse (1 %)
1. Très positif (49 %)
2. Assez positif (35 %)
3. Assez négatif (12 %)
4. Très négatif (4 %)

- Solidarité

0. Non réponse (1 %)
1. Très positif (55 %)
2. Assez positif (35 %)
3. Assez négatif (7 %)
4. Très négatif (2 %)

- Europe

- 0. Non réponse (5 %)
- 1. Très positif (27 %)
- 2. Assez positif (51 %)
- 3. Assez négatif (13 %)
- 4. Très négatif (5 %)

La construction de l'échelle d'anti-universalisme a été faite selon le même principe que pour l'échelle de libéralisme économique.

Répartition de la population selon les notes d'échelle regroupées :

Anti-universalisme élevé (anti-universalistes radicaux)	34 %
Anti-universalisme moyen (anti-universalistes modérés)	35 %
Anti-universalisme faible (universalistes)	32 %

Indice de libéralisme sexuel

Cet indice comprend deux questions :

- L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité

- 0. Non réponse (7 %)
- 1. Tout à fait d'accord (28 %)
- 2. Plutôt d'accord (30 %)
- 3. Plutôt pas d'accord (13 %)
- 4. Pas du tout d'accord (22 %)

- Il est normal qu'une femme puisse choisir d'avorter

- 0. Non réponse (2 %)
- 1. Tout à fait d'accord (63 %)
- 2. Plutôt d'accord (24 %)
- 3. Plutôt pas d'accord (6 %)
- 4. Pas du tout d'accord (5 %)

Répartition de la population selon les notes d'indice regroupées :

Libéralisme sexuel élevé	46 %
Libéralisme sexuel faible	54 %

Tableaux

Tableau 1. *Anti-universalisme selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 (%)*

	Universalistes (note 1)	Anti-universalistes modérés (note 2)	Anti-universalistes radicaux (note 3)	N
Laguiller	48	29	23	(167)
Hue	40	30	30	(236)
Jospin	49	29	22	(935)
Voynet	63	24	13	(119)
Chirac	26	43	31	(754)
Balladur	23	43	34	(503)
Villiers	12	50	39	(147)
Le Pen	3	27	69	(435)
Ensemble	32	35	33	

Lecture du tableau : 48 % des électeurs d'Arlette Laguiller sont des universalistes, 29 % des anti-universalistes modérés et 23 % des anti-universalistes radicaux.

Tableau 2. *Valeurs selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 (%)*

	Libéralisme sexuel	Libéralisme économique	Pratique religieuse	Ecole privée	Compéti- tivité	Syndicat
Laguiller	62	39	17	41	16	66
Hue	54	29	10	31	7	81
Jospin	48	42	21	40	18	75
Voynet	54	35	24	45	24	72
Chirac	40	75	43	79	43	46
Balladur	28	70	54	82	48	42
Villiers	29	65	47	81	43	47
Le Pen	39	61	22	72	32	42

Lecture du tableau : 28 % des électeurs d'Edouard Balladur ont un niveau élevé de libéralisme sexuel, et 70 % un niveau élevé de libéralisme économique.

Tableau 3. Régressions logistiques : valeurs et vote au premier tour de l'élection présidentielle de 1995

	Gauche/Droite modérée		Gauche/Le Pen		Droite modérée/Le Pen	
	B	Sig	B	Sig	B	Sig
Anti-universalisme	-,35	.001	-1,54	.001	-1,12	.001
Pratique religieuse	-,45	.001	,12	ns	,53	.001
Lib. économique	-,50	.001	-,23	.01	,23	.001
Compétitivité	-,55	.001	-,44	.001	,18	.01
Ecole privée	-,58	.001	-,46	.001	,10	ns
Syndicat	,49	.001	,49	.001	-,05	ns
Lib. sexuel	,04	ns	-,11	ns	-,03	ns

Lecture du tableau : ce tableau repose sur trois comparaisons successives, entre la gauche et la droite modérée, entre la gauche et Le Pen, enfin entre la droite modérée et Le Pen. Le coefficient B mesure l'effet d'une variable sur le vote, toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire contrôlées par l'effet des autres variables. La probabilité de voter pour la gauche plutôt que pour la droite modérée est plus faible chez les anti-universalistes que chez les universalistes (-,35). De même la probabilité de voter pour la gauche plutôt que pour le Pen, ou de voter pour la droite modérée plutôt que pour Le Pen est beaucoup plus faible chez les anti-universalistes que chez les universalistes (respectivement -1,54 et -1,12). Elle est dans tous les cas significative au seuil de 0,001. A l'inverse la probabilité de voter pour la gauche plutôt que pour la droite modérée, ou de voter pour la gauche plutôt que pour Le Pen est plus grande chez les personnes favorables aux syndicats que chez celles qui y sont hostiles (,49 dans les deux cas). La probabilité de voter pour la droite modérée plutôt que pour Le Pen est très légèrement plus faible (-,05) chez les personnes favorables aux syndicats que chez celles qui y sont hostiles mais n'est pas statistiquement significative.

Tableau 4. 'Il y a trop d'immigrés' selon le vote au premier tour des élections législatives de 1997 (%)

	Plutôt ou pas du tout d'accord	Plutôt d'accord	tout à fait d'accord	N
Parti communiste	51	25	24	(223)
Parti socialiste	54	25	21	(633)
Ecologistes	63	18	20	(163)
UDF-RPR	30	34	36	(678)
de Villiers	19	34	48	(59)
Front National	6	24	70	(194)
Ensemble	40	28	32	

Tableau 5. Valeurs selon le vote au premier tour des élections législatives de 1997 (%)

	Privatisation	Pratique religieuse.	Ecole privée	Compétitivité	Syndicat
Parti communiste	24	12	36	14	80
Parti socialiste	39	24	48	22	72
Ecologistes	47	27	56	17	67
UDF-RPR	76	54	82	51	42
de Villiers	85	55	85	56	36
Front National	59	23	68	35	34

Tableau 6 Evolution des valeurs, 1988-1997 (%)

Valeurs	1988	1995	1997
Privatisation (<i>tout à fait ou plutôt d'accord</i>)	55	55	54
Nationalisation (<i>tout à fait ou plutôt d'accord</i>)	45	53	
Profit (<i>tout à fait ou plutôt d'accord</i>)	63	51	53
Catholiques pratiquants réguliers (<i>au moins une fois par mois</i>)	16	13	12
Sans religion	13	21	22
Ecole : sens de la discipline et de l'effort *	60	52	51
Peine de mort (<i>tout à fait ou plutôt d'accord</i>)	64	56	50
Trop d'immigrés (<i>tout à fait d'accord</i>)	37	42	32
Trop d'immigrés (<i>tout à fait ou plutôt d'accord</i>)	69	75	60
Plus chez soi comme avant (<i>tt à fait ou plutôt d'accord</i>)	51	58	45

*Le texte exact de la question est le suivant : En pensant à l'école, pouvez-vous me dire avec laquelle de ces deux opinions vous êtes le plus d'accord :

- L'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort.
- L'école devrait former avant tout des esprits éveillés et critiques

Lecture du tableau : l'opinion favorable au profit est passée de 63 % en 1988 à 51 % en 1995 et 53 % en 1997.

Tableau 7. Régressions logistiques : valeurs et vote de gauche au premier et au second tour des élections de 1995 et 1997.

	1° tour gauche/droite modérée		1° tour gauche/droite modérée+FN		2° tour gauche	
	1995	1997	1995	1997	1995	1997
	B	B	B	B	B	B
Privatisation	-,76	-,64	-,68	-,56	-,73	-,62
Immigres	-,50	-,31	-,67	-,50	-,55	-,29
Pratique religieuse	-,45	-,51	-,32	-,36	-,49	-,44
Ecole privée	-,57	-,57	-,54	-,44	-,54	-,54
Syndicat	,45	,47	,46	,51	,47	,54
Compétitivité/salaires	-,47	-,52	-,41	-,45	-,49	-,55

Lecture du tableau : pour le second tour de 1997, seuls ont été pris en considération les cas d'affrontement entre gauche et droite modérée, qui sont la très grande majorité. Tous les coefficients sont significatifs à 0.001.

Tableau 8. Régressions logistiques : valeurs et vote de gauche au premier et au second tour des élections de 1988, 1995 et 1997.

	1° tour gauche/droite mod			1° tour gauche/droite mod+FN			2° tour gauche		
	1988	1995	1997	1988	1995	1997	1988	1995	1997
	B	B	B	B	B	B	B	B	B
Privatisation	-,70	-,92	-,83	-,70	-,84	-,74	-,73	-,88	-,81
Immigres	-,38	-,66	-,47	-,56	-,82	-,64	-,64	-,69	-,43
Pratique rel.	-,53	-,59	-,61	-,45	-,46	-,47	-,50	-,59	-,56

Lecture du tableau : pour le second tour de 1997, seuls ont été pris en considération les cas d'affrontement entre gauche et droite modérée, qui sont la très grande majorité. Tous les coefficients sont significatifs à 0.001.